SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimanambola 103

Email : sefafi@gmail.com

LES COMMUNALES : QUELLE VOLONTÉ DE DÉCENTRALISATION ?

Les textes nécessaires à la tenue des élections communales de 2015 ont été adoptés et promulgués tant bien que mal. On ne reviendra pas sur la manière tumultueuse dont ces lois ont été présentées, modifiées, rejetées partiellement ou entièrement pour inconstitutionnalité, adoptées et enfin – tardivement – promulguées... mais toutes ne sont pas encore publiées. Ces péripéties ont eu pour effet de sensibiliser les populations, du moins celles des villes, qui ont accès aux médias, sur l'existence même de ces textes et, d'une manière plus limitée, sur leur contenu.

Elaborés pendant que les intempéries provoquaient de graves dégâts sur les hautes terres en janvier et février, ces textes ont lancé le débat sur la répartition des compétences entre un État central et centralisateur et les CTD (Collectivités territoriales décentralisées). Ce débat, qui aurait dû avoir lieu avant même l'introduction des textes au Parlement, devrait nourrir la campagne électorale autour des communes.

Un État central réticent à décentraliser

La loi organique n° 2014-018 sur les Collectivités territoriales décentralisées donne un aperçu sur la vision qu'a le pouvoir actuel de la décentralisation. « La décentralisation est accompagnée d'une déconcentration des services de l'État dans le but de renforcer les capacités d'action des CTD. À un pouvoir décentralisé doit correspondre un pouvoir déconcentré » (article 6). *« L'État dispose seul du pouvoir de réglementation générale. Il fixe par les lois et règlements les conditions d'exercice par les CTD de leurs compétences »* (article 17). En d'autres termes, l'autonomie d'action des élus locaux est une faveur accordée par le pouvoir central, qui se réserve le droit de la surveiller étroitement, voire de la limiter.

Le droit que s'arroge l'État d'interférer dans la gouvernance locale des CTD est illustré par le cas récent de la suspension de maires élus, faite en contradiction avec les dispositions de l'article 127 de la loi n° 2014-020 sur la décentralisation. En effet, la suspension d'un maire par arrêté du ministre de l'intérieur est assujettie à la délibération du conseil communal/municipal concerné, et ne peut durer plus d'un mois. Il en va de même pour la volonté publiquement affichée de déroger à la disposition de l'article 130 qui interdit, *« dans tous les cas »*, la candidature des membres d'une délégation spéciale (président et vice-présidents) lors des prochaines élections.

Plus troublant encore est le constat que, même dans les plus hautes sphères de l'État, on n'est pas capable de faire la distinction entre les compétences d'un maire et celles d'une haute personnalité de l'État central. Ainsi, l'inauguration de deux écoles primaires publiques (à Iavoloha et à Toamasina), qui représente l'une des fonctions primaires d'un maire, vient d'être usurpée par le Chef de l'État.

Par ailleurs, la loi organique prévoit que le transfert des compétences entre l'État et les CTD ne se fera qu'au fur et à mesure de la capacité des CTD ; ce qui veut dire, en d'autres termes, que ce transfert ne sera pas identique sur l'ensemble du territoire et pourrait dépendre soit de l'arbitraire du représentant de l'État, soit de la couleur politique des élus d'une CTD donnée.

Sur quels critères et dans quelles conditions l'État central *« décidera »*-t-il qu'une CTD a la capacité de se gérer?

Pourtant, l'article 4 de la loi organique définit la décentralisation comme étant *« le transfert aux CTD des compétences qui leurs sont propres et distinctes de celles de l'État »*
. La confusion entre déconcentration (nécessaire aussi pour le développement) et décentralisation est ici flagrante.

A plusieurs reprises, la loi organique n° 2014-018 dispose que « les transferts de compétences doivent être accompagnés du transfert concomitant par l'État aux CTD des ressources matérielles et financières nécessaires à l'exercice normal de ces compétences dans les conditions fixées par la loi » (articles 25 et 45). L'expérience a montré que le meilleur moyen d'étrangler l'autonomie et l'initiative locales est de les priver de moyens. Les Tananariviens le savent trop bien : le blâme pour la détérioration des infrastructures urbaines est imputé au maire (application du transfert de compétence) alors qu'aucune subvention de l'État central ne vient aider la CUA dont les ressources propres sont notoirement insuffisantes pour entretenir ces infrastructures (défaillance du transfert des moyens). Quel pourcentage du budget national 2015 est réservé aux CTD ? Ces dernières années, il n'a été que de moins de 5%, le pouvoir central se réservant plus de 95% du budget – où donc est la décentralisation?

Vers une nouvelle cacophonie électorale

A cette vision amalgamée de la décentralisation et de l'extension du pouvoir central par la déconcentration, vient s'ajouter la politisation de la préparation des élections communales. L'article 310 de la loi n° 2014-020 précise que *« le Préfet fixe par arrêté le nombre des membres du Conseil municipal à élire, sur la base du nombre de la population issu du recensement effectué par le Chef de District »* .
La nomination récente des préfets régionaux, pour signer un arrêté précisant, par commune, le nombre de conseillers municipaux à venir, donne un avantage considérable au parti du pouvoir, car il connaîtra avant les autres le nombre exact de candidats nécessaires pour les dossiers de candidatures à présenter à la CENIT.

Après tout, une candidature implique la collecte de documents administratifs (bulletin de naissance, certificat délivré par l'administration fiscale, certificat d'inscription sur la liste électorale, extrait de casier judiciaire), ce qui avantage déjà le parti au pouvoir. Tout citoyen sait que ce n'est pas à la dernière minute qu'il faut s'y mettre; mais les préfets ayant été nommés le 15 avril, et la date de clôture de la réception des candidatures étant fixée au 8 mai, les délais se font de plus en plus courts en attendant que soit publié le nombre exact de candidats à présenter par commune (sauf le cas d'Antananarivo, qui aura un effectif record de 55 conseillers municipaux).

Déjà, il semble que de nombreux candidats se présenteront en indépendants et qu'aucune mesure ne sera prise pour assurer la transparence des dépenses électorales. S'y ajoute la mise en place de nouvelles machines audio-visuelles à forte affiliation politique, sans pour autant que les médias publics ne soient d'accès égal aux candidats, y compris hors pouvoir, malgré les dispositions du Code électoral. Comment, dans de telles conditions, et encore plus dans les milliers de communes rurales, avoir une chance de connaître le programme proposé par les listes de candidats – car programme il faut exiger ?

Dans ces conditions, les élections communales s'annoncent comme encore un autre cycle électoral *« déjà-vu »*, dans un contexte de réconciliation nationale ratée.

Le risque sera d'avoir des conseils municipaux totalement fragmentés, avec une tête de l'exécutif sans majorité et à la merci des manœuvres de l'État central. Sans vouloir ajouter aux arguments de ceux qui chercheraient des prétextes pour reporter les élections, le SeFaFi s'inquiète à nouveau que nous n'ayons rien appris des erreurs du passé.

Les communales, et après... ?

Accéder à la tête d'une commune, seule collectivité territoriale décentralisée pour laquelle des élections sont prévues pour le moment, s'apparente à un véritable parcours du combattant. Le défi s'annonce encore plus grand pour ceux qui auront été élus, en raison du manque de clarté sur les compétences de chaque maire et sur le montant des ressources financières sur lesquelles il pourra compter, sans oublier les interférences d'origine politique que le pouvoir central ne manquera pas de mener.

Se pose aussi la question de l'élection sénatoriale. Un curieux article 127 des *« dispositions transitoires »* de la loi organique n° 2015-007 fixant les règles relatives au fonctionnement du Sénat spécifie que « *pour la première élection sénatoriale de la Quatrième République, le collège électoral est constitué par les Conseillers communaux et municipaux ainsi que les maires »* .

Pourquoi ? Qu'est-ce qui empêche de tenir les élections régionales et provinciales en septembre-octobre, et de tenir l'élection sénatoriale en novembre ? Ces élections se font au suffrage universel indirect, et concernent peu de personnes. Mais surtout, le Sénat « représente les collectivités territoriales décentralisées » (Constitution, art. 81) : faire élire les Sénateurs par les seuls conseillers municipaux ou communaux, en excluant les Chefs de Région et les conseillers régionaux, les Chefs de Province et les conseillers provinciaux (Loi sur le Sénat, art. 80) viole l'esprit de la Constitution – entorse à la loi fondamentale que la Haute cour constitutionnelle ne semble pas avoir remarqué. A coup sûr, il y a encore une entourloupe de basse politique derrière cette mesure.

Par ailleurs, le statut des chefs Fokontany manque toujours de clarté et de précision dans les textes sur la décentralisation, laissant ouvertes pour l'avenir les luttes d'influence entre les maires et le ministère de l'intérieur. Le SeFaFi a toujours demandé que les chefs fokontany soient élus **(1)**, et que soit attribué à ces agents incontournables de la gouvernance locale un statut digne du travail qu'ils

fournissent (et, il va de soi, une rémunération digne et des moyens de travail plus conséquents).

Car les citoyens connaissent bien leur chef fokontany, ce qui n'est pas le cas du maire, encore moins du député, du chef de région ou du ministre de l'Intérieur. Or d'après les dispositions de l'article 5 du décret 2007-151, le mandat des membres du comité du Fokontany expire avec l'élection d'un nouveau maire. Le SeFaFi demande donc l'application stricto sensu de cette disposition par l'organisation, immédiatement après l'élection communale, de l'élection des nouveaux chefs fokontany.

Cela permettra aux nouveaux élus communaux/municipaux de travailler de concert avec les nouvelles équipes dans les fokontany, pour résoudre efficacement les problèmes socioéconomiques qui y prévalent.

Au risque de se répéter, le SeFaFi déplore le manque absolu de volonté politique à mettre en place une décentralisation effective ainsi que la totalité des institutions de la République, socle minimal d'un État de droit.

Antananarivo, 18 avril 2015

(1)

Voir notamment *« Sefo Fokontany : où allons-nous ? »*, communiqué du 18 octobre 2007, in : SeFaFi, L'Observatoire de la vie publique à Madagascar. D'une crise à l'autre (2001-2013), Foi & Justice, 2014, pages 199-204. Et *« Fokonolona et Fokontany: aller jusqu'au bout du débat »*

, dans le communiqué
« Quelle décentralisation pour Madagascar ? »
du 28 mars 2008, idem, pages 222-223

****

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimanambola 103

Email : sefafi@gmail.com

NY KAOMINALY : FINIAVANA HITSINJARA FAHEFANA TOY INONA MOA ?

Ny lalàna ilaina hanaovana ny fifidianana kaominaly ny taona 2015 dia nankatoavina sy tafavoaka ihany na dia nanahirana aza. Tsy iverenana intsony ny fomba nisavorovoro nentina nanolotra ireny lalàna ireny, novaina, notsipahina manontolo na tamin'ny am-pahany noho izy tsy mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana, dia nankatoavina, ary farany – ela ny ela – mba navoaka ihany..., saingy mbola tsy tafavoaka daholo akory izy rehetra. Ireny fiovaovana

ireny dia nampientanentana ny mponina, fara faharatsiny ny mponina an-tanàn-dehibe izay afaka manara-baovao, mikasika ny fisian'ireny lalàna ireny aloha, ary koa mikasika ny hevitra raketiny na dia tsy lasa lavitra firy aza izany. Tamin'ny fotoana nanimban'ny andro ratsy zavatra maro taty afovoan-tany, tamin'ny volana janoary sy febroary, no niketrehana ireo lalàna ireo, ary teraka tamin'izany ny adihevitra momba ny fitsinjarana ny fahefana eo amin'ny Fanjakana foibe mpampivondrona sy ny CTD (Vondrom-Paritra Itsinjaram-pahefana). Tokony ho mialoha ny nitondrana ny lalàna tany amin'ny Antenimierampirenena no natao izany adihevitra izany, ary io no tokony ho loharanon-kevitra mandritra ny fampielezan-kevitra mikasika ny fifidianana kaominaly.

Malaina hitsinjara fahefana ny Fanjakana foibe

Ny lalàna fehizoro lah. 2014-018 mikasika ny Vondrom-Paritra Itsinjaram-pahefana dia ahitana taratra ny fiheveran'ny fitondrana ankehitriny ny fitsinjaram-pahefana.

« Ny fitsinjaram-pahefana dia miara-dalana amin'ny fanapariahana ny asan'ny Fanjakana mba hanamafisana ny fahafahan'ny CTD miatrika asa. Tsy maintsy mifandraika ny fahefana nitsinjarana fahefa na sy ny fahefana napariaka » (and. 6).

« Ny fanjakana irery no hany manana ny fahefana mifehy ny fandaminana ankapobeny. Izy no mametra amin'ny alalan'ny lalàna sy ny fitsipika ny fepetra ampiasan'ny CTD ny fahefany » (and. 17). Izany hoe ny fahefana enti-miasan'ny olom-boafidy any an-toerana izany dia

fanomezana avy amin'ny fitondrana foibe izay manana zo hanara-maso akaiky io fahefana io, eny hanisy fetrany azy mihitsy aza.

Io zo nomen'ny Fanjakana ny tenany mba hitsabaka any amin'ny fitantanan'ny CTD ny raharaha eny an-toerana io dia asehon'ny fampiatoana, vao tsy ela akory izay, ben'ny tanàna voafidim-bahoaka, fanapahan-kevitra mifanohitra amin'ny voalazan'ny andininy 127 ao amin'ny lalàna lah. 2014-020 mikasika ny fitsinjaram-pahefana. Ny fampiatoana ny ben'ny tanàna ataon'ny minisitry ny Atitany tokoa mantsy dia tsy maintsy mandalo amin'ny fiaraha-midinika amin'ny filankevitry ny kaomina/ny tanàna voakasik'izany, ary tsy mahazo mihoatra ny iray volana ny faharetany. Toraka izany koa ny momba ny finiavana hitam-poko hitam-pirenena handika ny andininy 130 izay manakana, «na inona na inona mitranga», ny filatsahan'ny delegasiona manokana hofidiana (na prezidà izany na ny lefiny) amin'ny fifidianana ho avy.

Mbola mainka koa mampiahiahy ny fahatsapana fa, na dia any amin'ny sehatra fara tampon'ny Fanjakana aza, dia tsy hay ny manavaka ny fahefan'ny ben'ny tanàna sy ny an'ny manam-pahefana ambony ao amin'ny Fanjakana foibe. Hany ka, ny fitokanana ny sekolim-panjakana fanabeazana fototra (tao Iavoloha sy tany Toamasina), izay tena ny andraikitra voalohan'ny ben'ny tanàna, dia nangalarin'ny Filoham-pirenena.

Etsy an-danin'izany, ny lalàna fehizoro dia milaza fa ny famindrana ny fahefana avy any amin'ny Fanjakana mankany amin'ny CTD dia tsy atao raha tsy arakaraka ny fahaiza-manaon'ny CTD ; izany hoe, tsy hitovy izany io famindram-pahefana io eto amin'ny tany sy ny fanjakana, ary mety hiankina amin'ny fiheveran'ny solontenam-Panjakana na ny loko politikan'ny olom-boafidy ao amin'ilay CTD. Inona ny mason-tsivana ampiasain'ny Fanjakana foibe ary rahoviana izy no *« hanapaka »* fa efa mahazaka tena ny CTD iray? Nefa ny andininy 4 amin'ny lalàna fehizoro dia milaza mazava fa ny fitsinjaram-pahefana dia
« famindrana any amin'ny CTD ny fahefana tokony ho azy manokana izay hafa noho ny an'ny Fanjakana »
. Tena miharihary eto ny fifangaroana eo amin'ny fanapariahana (ilaina ho an'ny fampandrosoana) sy ny fitsinjarana.

Mamerimberina matetika ny lalàna fehizoro lah. 2014-018 fa *« ny famindram-pahefana dia tsy maintsy miaraka amin'ny famindran'ny Fanjakana mankany amin'ny CTD koa ny fitaovana sy ny vola ilaina mba hanatontosany ny andraikiny araka ny fepetra noferan'ny lalàna »*
(and. 24 sy 45). Ny traikefa dia mampiseho fa ny fomba mahomby indrindra hanakendana ny fizakan-tena sy ny fandraisana andraikitra any an-toerana dia ny tsy fanomezana fitaovana. Fantatry ny mponina eto Antananarivo loatra izany : ny ben'ny tanàna no mahazo tsiny rehefa misy simba ny fotodrafitr'asa eto an-tanàna (fampiharana ny famindram-pahefana), nefa tsy

misy mihitsy na kely aza fanampiana avy amin'ny Fanjakana foibe, iarahan'ny rehetra mahalalala tsara fa tsy ampy mihitsy raha izay volan'ny tanàna manokana no hikarakarana ireny fotodrafitr'asa ireny (tsy nisy ny famindrana ny fitaovana). Ampahany ohatrinona amin'ny tetibolam-pirenena 2015 no natokana ho an'ny CTD?

Nandritra ireo taona faramparany ireo dia tsy nahatratra afa-tsy ny latsaka ny 5% izany, fa ny 95%-n'ny tetibola dia nogiazan'ny Fanjakana foibe - aiza àry izay famindram-pahefana ?

Roso amin'ny fifidianana hampisavorovoro indray

Hita aloha fa mifamahofaho ny fitsinjaram-pahefana sy ny fanitaran'ny Fanjakana foibe ny fahefany amin'ny alalan'ny fanapariahana, fa mbola eo koa ny fampidirana politika amin'ny fanomanana ny fifidianana kaominaly. Ny andininy 310 ao amin'ny lalàna lah. 2014-020 dia manantitrantitra fa *« ny préfet no mamaritra amin'ny alalan'ny didim-panjakana ny isan'ny mpikambana hofidiana ao amin'ny filankevitry ny tanàna miainga amin'ny isan'ny mponina hitan'ny Lehiben'ny Distrika taorian'ny fanisam-bahoaka nataony »* . Vao haingana no notendrena ny préfet-n'ny faritra mba hanao sonia ny didim-pitondrana mametra isaky ny kaomina ny isan'ny mpanolotsainan'ny tanàna ho avy, dia manome tombon-dahiny goavana ho an'ny antokon'ny fitondrana satria izy hahalala mialoha ny hafa ny isa marin'ny kandidà ilaina ho an'ny antontan-taratasy takian'ny CENIT.

Manginy fotsiny ny hoe ny firotsahana hofidiana dia mila famoronana antontan-taratasim-panjakana (biletà nahaterahana, fanamarinana avy amin'ny fitantanan-ketra, fanamarinana ny maha voasoratra ao anaty lisi-pifidianana, extrait du casier judiciaire) izany dia efa tom bony sahady ho an'ny antoko eo amin'ny fitondrana.

Fantatry ny olom-pirenena rehetra fa tsy amin'ny minitra farany mihitsy akory vao ndeha hanao izany ; nefa satria ny 15 avrily no notendrena ny préfet, ary ny fe-potoana farany handraisana

ny filatsahan-kofidiana dia ny 8 mey, dia hita fa miha fohy hatrany ny fotoana eo ampiandrasana ny famoahana ny isa marin'ny kandidà ho an'ny kaomina tsirairay (afa-tsy ho an'Antananarivo, tompon-daka amin'ny isan'ny mpanolotsainan'ny tanàna tafakatra hatrany amin'ny 55).

Efa maro sahady ireo kandidà no voalaza fa hilatsaka tsy miankina, ary mbola tsy misy fepetra horaisina mba hiantohana ny hampangarahara ny vola lany amin'ny fifidianana. Manampy trotraka an'izany ny fampiasana fitaovana vaovao momba ny haino aman-jery izay manana firehana politika, nefa mbola tsy mitovy foana ny fidiran'ny kandidà any amin'ny haino aman-jerim-panjakana, anisan'izany ny any ivelan'ny fitondrana, na dia eo aza ny fepet

ra noraisin'ny Lalàm-pifidianana.

Ahoana moa, manoloana izany rehetra izany, indrindra any amin'ireo kaomina an'arivony any ambanivohitra, no hahalalana ny fandaharan'asa atolotry ny lisitry ny kandidà – satria tsy maintsy takiana ny fandaharan'asa ?

Eo anatrehan'izany, ny fifidianana kaominaly dia toa ho dingam-pifidianana hafa mbola ho *« efa fahita »*
ihany indray, ao anatin'ny tontolo miaina fampihavanam-pirenena nandamoka. Ny ahiana dia ny hisian'ny filankevitry ny tanàna tena misamatsamaka tanteraka, miaraka amin'ny filohan'ny mpanantanteraka tsy manana ny maro an'isa ka hoviravirain'ny tetiky ny

Fanjakana foibe fotsiny. Tsy fitia hanatevina ny hevitr'ireo izay mitady lalana hanemorana ny fifidianana, fa ny SeFaFi dia manahy indray sao isika mbola tsy nahazo fampianarana ihany na iray aza avy amin'ny hadisoana vita tany aloha.

Ny kaominaly, dia ahoana ny tohiny...?

Ny kaomina irery aloha hatramin'izao no vondrom-paritra itsinjaram-pahefana anaovana fifidianana, nefa ny fahatongavana eo amin'ny fitantanana azy dia tena manahirana tanteraka. Fa ohatra ny mbola ho henjana kokoa ny fanamby ho an'ireo izay ho lany eo satria tsy tena mazava ny fahefan'ny ben'ny tanàna tsirairay sy ny tontalin'ny vola azony antenaina ary tsy hadino koa ny fitsabatsabahana ara-politika tsy maintsy mbola hataon'ny fahefana foibe.

Mipetraka koa ny olana momba ny fifidianana loholona. Misy ilay andininy 127 hafahafa ao amin'ny «fepetra tetezamita»-n'ny lalàna fehizoro lah. 2015-007 izay mametra ny fitsipika mikasika ny fiasan'ny Antenimieran-doholona ka manamarika fa *« ho an'ny fifidianana voalohany ny loholona amin'ny Repoblika Fahefatra, ny mpifidy maventy dia ny Mpanolotsainan'ny kaomina sy ny tanàna ary ny ben'ny tanàna»*
. Fa nahoana? Inona no manakana ny hanaovana ny fifidianana rezionaly sy provinsialy amin'ny septambra – oktobra, dia atao ny fifidianana ny loholona amin'ny volana novambra? Ireo fifidianana ireo dia fifidianana tsy mivantana, ary tsy mahakasika afa-tsy olom-bitsy. Indrindra moa fany Antenimieran-doholona dia
« misolo tena ny vondrom-paritra itsinjaram-pahefana »
(Lalàmpanorenana, and. 81): raha ny mpanolotsainan'ny kaomina na ny tanàna fotsiny no asaina mifidy ny Loholona, ka akifika ny lehiben'ny faritra sy ny mpanolotsainam-paritra ary ny lehiben'ny faritany sy ny mpanolotsainam-paritany (Lalàna momba ny antenimieran-doholona, and. 80) dia voahitsakitsaka ny hevitry ny Lalàmpanorenana - fandikana ny lalàna fototra izay ohatra ny tsy tsikaritry ny Fitsarana Avo momba ny Lalàm-panorenana. Azo antoka fa mbola misy indray tetitetika politika mirefarefa amin'ny tany ao ambadik'io fepetra io.

Etsy an-daniny, mbola tsy mazava sy tsy hentitra foana ny satan'ny sefo fokontany ao amin'ny lalàna mifehy ny fitsinjaram-pahefana, dia varavarana midanadana io ho an'ny fifandonana ara-pahefana eo amin'ny ben'ny tanàna sy ny minisiteran'ny atitany. Ny SeFaFi dia efa nangataka hatrany ny hifidianana **(1)** ny sefo fokontany ka hanomezana sata mendrika an'ireny mpiasa tsy azo ialana amin'ny fitantanana ny eny an-toerana ireny (mazava ho azy fa izany dia karama mendrika ary fitaovam-piasana ahombiazana). Fantatry ny mponina tsara mantsy ny sefo fokontaniny, ary io dia tsy marina ho an'ny ben'ny tanàna, toy izany koa ny solombavambahoaka, ny lehiben'ny faritra na ny minisitry ny Atitany. Araka ny fepetra voalazan'ny andininy 5 ao amin'ny didim-panjakana 2007-151, ny fotoam-piasan'ny olona ao amin'ny komitim-pokontany dia mitsahatra raha vao voafidy ny ben'ny
tanàna. Angatahin'ny SeFaFi àry ny hampiharana ara-bakiteny an'io fepetra io ka hotanterahina avy hatrany aorian'ny fifidianana kaominaly ny fifidianana sefo fokontany vaovao. Amin'izay dia afaka miara-miasa tsara ny olom-boafidy ao amin'ny kaomina/tanàna sy ny ekipa vaovao any amin'ny fokontany ka ho voavaha ny olana ara-tsosialy sy toekarena mianjady ao.

Mety ho efa mamerimberina ny SeFaFi, nefa malahelo izy satria tsy misy mihitsy na kely aza finiavana politika hampijoro fitsinjaram-pahefana tena izy, toy izany koa ny andrim-panjakana rehetra ho an'ny Repoblika, ambaindainy faran'izay bitika indrindra ho an'ny Fanjakana tan-dalàna.

Antananarivo, 18 avrily 2015

(1). Jereo *« Sefo Fokontany hoe? Fa ho aiza isika? »*, fanambarana tamin'ny 18 oktobra 2007 ao amin'ny SeFaFi, L'Observatoire de la vie publique à Madagascar.
D'une crise à l'autre (2001-2013), Foi & Justice, 2014, t. 199-204. Ary
«Fokonolona sy Fokontany: alefa hatramin'ny farany ny adihevitra»
, ao amin'ny fanambarana
«Fitsinjaram-pahefana toa inona ho an'i Madagasikara?»
tamin'ny 28 marsa 2008, idem, t. 222-223